

Vendredi 7 mars 2014

- = **Un adieu discret au Petrodollar ?** p.1
- = **De Deutsche Bank à JP Morgan, 2014 est une année funeste pour le secteur bancaire** p.3
- = **Le marché des junk bonds est en pleine forme : merci la Fed !** p.4
- = **Grèce, Chypre, Portugal...au bord de la faillite et la France n'est pas en reste !** p.6
- = **« Roman : Opération d'éradication... du bitcoin »** p.15
- = **Forte révision (du mensonge) en baisse de la productivité US au 4e trimestre** p.22
- = **Ploum ploum, qui s'est qui s'y colle ???** p.26
- = **Réaction occidentale...** p.27
- = **Le génie...** p.28
- = **Des milliers de policiers dans la rue au Portugal** p.30
- = **Benoit Hamon, il faut faire comme en 1934 !** p.31
- = **Des monnaies, des femmes et des dieux ...** p.34
- = (reprise) **Le chaos qui vient** p.36
- = **Nombre record de constructions de centrales nucléaires** p.37
- = **GRECE : LE CHÔMAGE A PROGRESSE EN 2013** p.38
- = **Inde: la roupie et la Bourse bondissent portées par la baisse du déficit courant** p.39
- = (REPRISE) **Energie nette: vers la fin des sociétés industrielles** p.39



Un adieu discret au Petrodollar ?

Par Ronald-Peter Stoferle, Publié par medisma sur 6 Mars 2014, le blog LINTEGRAL

La fin du dollar, la Russie, la Chine et l'émergence de l'or

« L'effondrement du dollar se fera en 2 phases : d'abord graduellement, puis soudainement. Cette formule, utilisée par Hemingway pour décrire une faillite, est une description fidèle des dynamiques d'un système complexe subit. De façon graduelle comme un flocon qui recouvre la couche de neige d'un flanc de montagne, tandis que la phase subite est l'avalanche qui finit par en découler. Le flocon de neige est un événement anodin qui ne porte pas à conséquence, pourtant l'avalanche est inévitable.

Comme j'en ai déjà parlé, les voix qui critiquent l'hégémonie du dollar sont de plus en plus nombreuses. Il semblerait que de plus en plus de pays soient désireux de détrôner le dollar. La Chine, la Russie, l'Inde ainsi que le Japon ont tendance à augmenter les transactions qui sont faites dans leur propre devise afin de se passer du dollar. Cela marque clairement l'émergence d'un nouveau paradigme, d'autant plus important que 2/3 des dollars américains sont détenus à l'étranger.

Une attaque financière contre les États-Unis pourrait détruire la confiance dans le dollar et dans les obligations américaines. Cela a été clairement confirmé par le conseiller présidentiel russe, Sergei Glazyev, lorsqu'il a mentionné les possibilités de représailles de la Russie si John Kerry mettait à exécution ses menaces de sanctions économiques. Son conseil serait de balancer tous les bons du trésor américain si l'Amérique venait à geler les avoirs russes (de l'État, des entreprises mais aussi des particuliers) sur son sol, de se débarrasser du dollar.

Nous sommes certains que l'axe Pékin Moscou pourrait encore se renforcer. Les 2 pays ont pour objectif de n'utiliser que leur devise pour leurs échanges bilatéraux. Fin 2010, le renmibi (ou yuan) a fait son entrée sur la bourse des devises de Moscou (MICEX). Pour la première fois, la monnaie chinoise sortait de Chine ou de Hong Kong. Aujourd'hui, son internationalisation grandit de jour en jour.

La Russie veut que le système financier international attache plus d'importance à l'or. Par exemple, Arkady Dvorkevich, l'ancien conseiller financier numéro 1 du Kremlin et actuellement premier ministre de réserve, a répété que la Russie soutiendrait l'inclusion de l'or dans un panier de devises pour créer une nouvelle monnaie globale. Les droits de tirages spéciaux du FMI sont censés servir de base cette nouvelle monnaie. Il a aussi déclaré qu'il serait logique pour le rouble, le yuan et l'or de jouer un plus grand rôle sur la scène internationale. De notre côté, nous estimons que les droits de tirages spéciaux ne pourraient pas être utilisés en pratique ; s'agissant de dérivés sur des produits dérivés, ils ne disposent pas du capital confiance nécessaire pour remplir ce rôle.

Pour le moment, nous pouvons assister à de lents progrès de l'or dans sa remonétarisation (rôle en tant que monnaie). Nous pensons que les fondations à un retour d'une monnaie stable sont en train d'être établies.

L'or, à l'opposé des monnaies fiduciaires, reste une excellente protection contre les pires scénarios. Les taux d'intérêt bas et les risques élevés fournissent un environnement parfait pour l'or. Nous sommes exactement dans une telle situation, et nous pensons qu'elle va durer. Vu les taux actuels, l'or est une alternative évidente au dépôt sur compte en banque et obligation d'État à court terme. Après une si longue période de taux d'intérêt plancher, nous ne voyons pas comment elle pourrait augmenter substantiellement sans

provoquer l'effondrement du système. »

Source : [article KWN](#)

De Deutsche Bank à JP Morgan, 2014 est une année funeste pour le secteur bancaire

07 mar 2014 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Neuf : c'est le nombre de banquiers récemment décédés... Et cela ne semble pas trop émouvoir les grands médias, excepté *The Wall Street Journal* qui titrait le 28 janvier : "Une série de décès parmi les travailleurs de la finance secoue Londres".

Étrange, quand-même : les banquiers avaient l'habitude de se suicider juste après les krachs mais rarement après cinq années de rebond boursier.

19 janvier 2014 : Tim Dickenson

Directeur de la communication de Swiss Re AG (assureur des assureurs), basé au Royaume-Uni. Les circonstances de sa mort restent à ce jour inconnues.

26 janvier 2014 : William Broeksmit

58 ans, cadre dirigeant de Deutsche Bank, trouvé mort dans son appartement londonien de Kensington. Officiellement c'est un suicide.

27 janvier 2014 : Karl Slym

51 ans, directeur opérationnel de Tata Motors, retrouvé mort au quatrième étage du Shangri-La Hotel à Bangkok.

27 janvier 2014 : Gabriel Magee

39 ans, employé de JP Morgan, décédé après une chute de 33 étages du toit du siège européen de la banque JP Morgan à Londres.

29 janvier 2014 : Mike Dueker

50 ans, chef économiste de Russell Investment, retrouvé mort dans l'état de Washington près du Tacoma Narrows Bridge après une chute de 15 mètres. La police locale a conclu au suicide. Il avait été secrétaire du vice-président de la Fed de Saint Louis.

3 février 2014 : Richard Talley

57 ans, PDG fondateur de la société Title Services, ancien directeur régional du courtier Drexel Burnham Lambert, suicidé avec sa cloueuse à son

domicile du Colorado. Sa société était sous enquête.

3 février 2014 : Ryan Henry Crane

37 ans, cadre chez JP Morgan, ancien directeur opérationnel de Global Equities (placements pour investisseurs institutionnels). Trouvé pendu à Stamford, Massachusetts.

19 février : Li Junjie

33 ans, trader en devises (Forex) chez JP Morgan Hong Kong. A sauté du toit du siège de la banque alors qu'il était en conversation téléphonique sur son téléphone mobile.

19 février : James Stuart

70 ans, PDG de la National Bank of Commerce, trouvé mort à Scottsdale (Arizona)

26 février : Autumn Radtke

28 ans, dirigeante de la plate-forme d'échange de bitcoins First Meta. Retrouvée morte pour une cause "non naturelle" dans une tour résidentielle de Singapour.

▪ **Des angoisses judiciaires ?**

La plupart de ces personnages furent laconiques et ne laissèrent pas de lettre explicative derrière eux ; visiblement la fréquentation des toits ne les a pas inspirés.

Même s'il est difficile d'établir un lien entre toutes ces morts, elles coïncident avec une multiplication des enquêtes concernant des manipulations de marché : Libor, Euribor, Forex, ISDAFix et, dernièrement, procédure du fixing de l'or à Londres.

Le marché des junk bonds est en pleine forme : merci la Fed !

07 mar 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ [Nous parlions hier de records battus](#). En voici un nouveau...

Au début des années 80, Michael Milken soulignait que les *junk bonds* pouvaient être plus profitables que les obligations présentant une note AAA. Le marché des obligations de pacotille était minuscule... les émissions totales ne se montant qu'à 30 milliards de dollars environ au milieu des années 80.

Milken avait fondamentalement raison, comme le prouvèrent les événements par la suite. Ce qui n'a pas empêché les autorités de le mettre en prison en 1990.

Le marché des *junk bonds* a continué de se développer. A la fin des années 90, les émissions atteignaient des records — aux environs des 150 milliards de dollars. A ce moment-là, les émissions obligataires se sont effondrées en même temps que la bulle des technologiques. Mais contrairement aux technos, les obligations à haut rendement n'ont pas tardé à retrouver des sommets. Durant la période 2000-2007, l'émission annuelle de *junk bonds* a dépassé le seuil des 150 milliards de dollars. Puis, en 2013, la pacotille a vraiment franchi toutes les limites, avec environ 330 milliards de dollars de nouvelles obligations émises.

Pourquoi une telle quantité ?

▪ **Merci la Fed !**

Ah... pour ça — comme pour tant d'autres choses — il faut remercier la banque centrale. La baisse des rendements a poussé les prêteurs à sortir de leur "zone de confort" pour atteindre des rendements plus élevés grâce à des émissions de moins bonne qualité. En 2007, ils écumaient les bas quartiers pour obtenir ce qu'ils recherchaient. En 2013, ils en étaient réduits à fouiller les poubelles pour un misérable 5%.

Peut-on les en blâmer ? A mesure qu'une quantité croissante de liquidités (des rachats de la Fed) devenait disponible, il y avait de moins en moins de raisons pour quiconque de faire défaut. Une entreprise zombie mal gérée n'avait pas besoin de cesser de payer ses coupons ; elle devait simplement emprunter plus d'argent. Les emprunteurs et les prêteurs ont tous été trompés. Les premiers ont trouvé les prêteurs inhabituellement motivés ; les seconds croyaient que les emprunteurs étaient plus solvables qu'à l'accoutumée.

Tout ça ne sert qu'à mettre en valeur notre dernière idée : le bilan de 4 100 milliards de dollars de la Fed ouvre la porte à tous les problèmes.

M. Problèmes sort de chez lui tous les matins et va à une fête tous les soirs. Mais c'est un maître du déguisement. Un jour, il arrive avec la mine épanouie d'un marché de la dette solide, aux rendements élevés. Le lendemain, il est écroulé dans un coin, comme déprimé par une inflation des prix à la consommation inhabituellement basse. Puis le revoilà le week-end, un

flambeur de Wall Street avec les marges les plus élevées de ces 60 dernières années.

Oui, cher lecteur, M. Problèmes a de nombreux visages. Une économie honnête et fonctionnant correctement le repère immédiatement, bien entendu, et lui montre rapidement la porte. Mais une économie gonflée à bloc, ultra-manipulée et combinarde ressemble à un défilé de carnaval. On peut y trouver tout ce qu'on veut... mais personne n'est exactement ce qu'il semble être.

▪ **Le carnaval économique**

Les économistes appellent ça un problème de "distorsion". Le coût réel du capital est généralement indiqué par les taux d'intérêt en vigueur. Lorsqu'on laisse M. le Marché fonctionner normalement, les investisseurs peuvent prendre les chiffres pour ce qu'ils sont.

Lorsque les banques centrales interviennent, en revanche, ça a pour effet de déformer l'économie et les marchés. En manipulant les taux à la baisse, on fait en sorte que le capital semble trop bon marché. Il est emprunté trop facilement et dépensé trop largement. Ce qui provoque sur-spéculation... et sur-investissement.

Voilà pourquoi nous avons une émission record de *junk bonds*. Ce phénomène n'est que l'un des rois et reines de carnaval qui ont été corrompus par les interventions cousues de fil blanc de la Fed sur les marchés.

On peut aussi voir défiler la "reprise" elle-même — c'est la plus faible de l'histoire ! Jamais encore une récession aussi forte n'avait été suivie par un rebond aussi mou. Trimestre après trimestre, la croissance de l'emploi, du PIB et des prix à la consommation sous-performe notablement toutes les reprises depuis la Deuxième guerre mondiale.

Un autre record ! Et seulement un parmi les joyeux fêtards qui ouvrent la porte à M. Problèmes lorsqu'il arrive.

Grèce, Chypre, Portugal...au bord de la faillite et la France n'est pas en reste !

Publié par medisma sur 6 Mars 2014 Le Blog LINTEGRAL

I- La Grèce au bord d'une crise des «subprime»

Avec un taux de chômage à 28 % et une consommation en berne, l'économie grecque révèle encore une puissante léthargie. Deux millions de prêts ne sont plus remboursés, dont 300.000 crédits immobiliers.

Selon les chiffres annoncés par le gouvernement grec, à la veille du retour de la troïka dans le pays, la Grèce serait en pleine rémission. Le pays pourrait même afficher un excédent budgétaire pour 2014, de plus d'un milliard d'euros. Pourtant, au quotidien, l'économie grecque révèle encore une puissante léthargie.

Après les sonnettes d'alarme tirées par nombre d'associations créées pour les surendettés, ce sont les banques qui prennent le relais. Dans un rapport publié dans la presse grecque, elles affirment que plus de 2 millions de prêts sont actuellement non remboursés. Il y aurait ainsi 800.000 prêts à la consommation, 900.000 cartes de crédit, 100.000 prêts à des **PME** et 300.000 prêts immobiliers, dont les échéances ne sont pas couvertes depuis au moins trois mois.

Les causes sont les mêmes: une récession qui sévit depuis plus de six ans d'affilée, un **taux de chômage** qui touche 28% de la population et une consommation en berne. «C'est une descente aux enfers qu'il est difficile de freiner, même si le gouvernement annonce à grands renforts une sortie de - crise», explique Takis Brastos, économiste. «Au-delà des chiffres, la réalité des Grecs se traduit par la souffrance dans le silence, sous des sourires ou des semblants d'insouciance, quand ils restent des heures aux terrasses de café pour tuer le temps. Sauf que demain, ils n'auront peut-être plus de toit», ajoute-t-il.

Un test pour les banques

Que se passera-t-il en effet si les banques décident de mettre aux enchères ces 300.000 appartements et maisons parce que leurs prêts ont été gelés?

Depuis début 2014, **Athènes** a mis fin au moratoire sur les saisies - immobilières. Cette loi a été adoptée en 2010 pour protéger uniquement les habitations principales après examen des revenus. De nombreux petits propriétaires se sont retrouvés en effet sans emploi avec la crise.

Aujourd'hui, les Grecs surendettés risquent de se retrouver à la rue. «C'est tragique d'en être arrivé à ce point», affirme Eleni Alivertou, présidente de l'association pour surendettés Ekpizo. «Tous les jours, nous aidons plus de

15.000 personnes et tous les jours, nous en avons plus. Il s'agit de personnes honnêtes, ayant toute leur vie honoré leurs impôts et leurs créances, mais qui se sont retrouvées au chômage du jour au lendemain sans indemnité. Malgré cette triste réalité, les banques ne veulent en rien céder sous la pression de la troïka.»

En 2013, les prêts qui continuent à être régulièrement remboursés se situaient autour de 800.000 contre 860.000 au début 2013 et 960.000 début 2012. 2014 sera cruciale pour les endettés. Elle sera aussi un test pour la résistance des **banques**, fraîchement recapitalisées avec l'argent des contribuables grecs.

Source : Le Figaro

II- À Chypre, les privatisations déclenchent la colère



Des manifestants font face aux forces de l'ordre, en début de semaine à Nicosie. Crédits photo : Petros Karadjias/AP

Ce programme comprend notamment la privatisation des compagnies de télécommunication (Cyta), d'électricité (EAC) ainsi que les deux principaux ports de l'île. Le gouvernement espère pouvoir en obtenir au moins 1,4 milliard d'euros d'ici à la fin 2014.

Les forces de l'ordre chypriotes sont sur le qui-vive depuis 48 heures. Des dizaines de policiers antiémeute ont pris place aux abords du Parlement, des barrières de protection ont été installées et la circulation bloquée dès 12 heures. Plus de dix-huit syndicats ont appelé à une grève et une manifestation pour protester contre le programme de privatisations, imposé par la troïka, et qui sera soumis au vote des députés dans l'après-midi.

Ce programme comprend notamment la privatisation des compagnies de télécommunication (Cyta), d'électricité (EAC) ainsi que les deux principaux ports de l'île. Le gouvernement espère pouvoir en obtenir au moins

1,4 milliard d'euros d'ici à la fin 2014. Mais cette perspective irrite les syndicats. «Pour un petit pays comme **Chypre**, ces changements auraient dû se faire progressivement et être expliqués», critique Christos Toufexxis, ingénieur électricien à l'EAC. «Certes, il y a trop de fonctionnaires, mais personne ne tient à perdre son travail, d'autant que le chômage atteint les 17% de la population active. Sans parler des prix de l'électricité qui vont sans doute augmenter...», ajoute-t-il.

En signe de protestation, des coupures d'électricité d'une à deux heures par jour sont observées; les bateaux ont interrompu leurs chargements. Des échauffourées ont éclaté mardi, entre policiers et manifestants, en marge d'une manifestation.

«Ce qui se passe à Chypre est injuste! reprend Christos Toufexxis, d'une part, nous subissons la pression de la troïka pour un milliard d'euros de prêts, alors que la Grèce, qui a déjà perçu 240 milliards d'euros d'aide, n'a pas finalisé les réformes imposées! D'autre part, nous fournissons chaque année l'équivalent d'un million d'euros à la partie nord occupée de l'île, sans être payés par la Turquie.» La moitié nord de Chypre est occupée par l'armée turque depuis 1974, après un coup d'État manqué demandant le rattachement de l'île à la Grèce.

Retraits bancaires limités à 300 euros

Chypre doit aussi faire face à une crise économique des plus lourdes. Depuis près d'un an, **Nicosie est sous tutelle budgétaire** contre un prêt de 10 milliards d'euros. Aux coupes budgétaires s'ajoutent des conditions draconiennes imposées au pays qui a dû liquider sa deuxième banque et restructurer la première, imposant aux déposants entre 47,5 et 100% de pertes sur leurs avoirs au-delà de 100.000 euros. Depuis, les retraits bancaires dans l'île sont toujours limités à 300 euros par jour.

Il y a quelques jours, le gouvernement a assoupli le contrôle des capitaux: les transferts d'argent sont relevés à 20.000 euros, au lieu de 15.000 il y a un an pour les particuliers et à 100.000 euros pour les entreprises, contre 75.000.

Les autorités veulent croire à une sortie prochaine de la crise. Mais en attendant, elles doivent affronter, au quotidien, les fermetures de commerces, une consommation en berne et la défiance des investisseurs internationaux.

III- Crise politique à Chypre, au bord de la faillite

Par Alexia Kefalas



La police se confronte aux manifestants opposés aux privatisations, dans les rues de Nicosie.
Crédits photo : ANDREAS MANOLIS/Reuters

Le parlement a refusé de voter les privatisations. Le gouvernement a démissionné. Le versement de la prochaine tranche d'aide de l'UE et du FMI est suspendu. L'île risque la faillite le 15 mars.

Le vendredi dernier, en ouverture du conseil des ministres, l'intégralité des ministres composant le gouvernement chypriote ont donné leur démission à **Nikos Anastasiadis**, le président de la République de **Chypre**. La nouvelle tombe mal pour le chef de l'État qui a demandé à ses ministres de rester à leur poste jusqu'au 15 mars.

À cette date, Chypre doit assurer le paiement de 150 millions d'euros de tombées de dettes. Sans l'aide du FMI et de l'UE, qui ont déployé un plan de sauvetage financier il y a un an, l'île n'a pas assez de liquidités pour tenir ses engagements. Elle est à la merci du versement d'une tranche d'aide de 236 millions d'euros, suspendue au vote d'un programme de privatisations. C'est justement là que le bât blesse.

Le Parlement chypriote n'a pas adopté, ce jeudi, comme prévu, le vaste programme de privatisations, jugé trop controversé. Il prévoyait la vente au secteur privé des compagnies d'électricité, de télécommunications et les deux principaux ports du pays. Manifestations et grèves ont émaillé la semaine à Chypre. L'un des partis soutenant la coalition au pouvoir, le parti démocratique Diko, a quitté le gouvernement, en signe de protestation. Quatre ministres se sont retirés du gouvernement.

Reprise des négociations de paix sur la réunification

Le président Nikos Anastasiadies va tenter renégocier un projet de privatisations avec la troïka et organiser un nouveau vote au Parlement au plus vite. Le temps presse et le pays veut éviter tout risque de faillite. «Depuis un an, le gouvernement fait tout ce que la troïka demande, les créanciers ne devraient pas être trop durs», estime Marios Mavrides, professeur d'économie et conseiller du gouvernement chypriote.

D'après Yannaki Nikoalou, analyste politique ces rebondissements trahissent un malaise autour de la reprise des négociations de paix sur la réunification de Chypre. L'île est coupée en deux depuis 1974; la partie Nord est occupée par l'armée turque, après un coup d'État manqué visant à rattacher Chypre à la Grèce. «Le Diko ne veut pas que les discussions reprennent avec la partie nord de l'île, sur la base annoncée il y a dix jours. Ses députés ont saisi l'occasion du vote pour marquer leur mécontentement. D'un autre côté, cela fait un an que le pays est sous perfusion économique et il n'y a pas de grand signes de reprises», explique Yannaki Nikoalou.

IV- Portugal : la grande braderie du patrimoine culturel



Pour combler les déficits, les pays mettent en vente leur patrimoine culturel. Toiles de maître, des palais, des hôtels particuliers, des trésors souvent bradés aux plus offrants, censés renflouer les caisses des états en crise. C'est le cas par exemple du Portugal..



Portugal : la grande braderie du patrimoine culturel. Tableau de Miro © Maxppp

Le Portugal vient de mettre fin au suspens politico-judiciaire : l'état portugais est propriétaire de 85 toiles de maitres du peintre catalan Miro. Une collection " les plus vastes et impressionnantes " mise aux enchères par le gouvernement. "Chritie's" évaluait la vente à plus de 36 millions d'euros. Une somme juteuse censée renflouer le déficit public du pays, déjà sous assistance financière internationale depuis 2011. Une telle braderie a provoqué un vent d'indignation auprès des Portugais qui se sont mobilisés à renfort de pétitions pour interdire cette vente.

Les 85 Miro seront mis en vente

Après plusieurs annulations, un procès, une décision de justice : le gouvernement portugais pourra bien mettre en vente les 85 Miro dans les prochains mois. En fin de compte, que nous montre cette affaire ? De plus en plus d'états sont tentés de mettre aux enchères leurs patrimoines culturels. C'est le cas de la Grèce. Dernièrement, le gouvernement grec a sorti une liste impressionnante de biens à vendre : hôtels particuliers, musées, chemin de fer et même des Îles. Athènes est en train d'étudier la possibilité de céder près 6.000 îlots qui constituent le pays. Aux Etats-Unis, dans la ville de Detroit, placée en faillite, son musée le plus fourni du pays, réfléchit à une possible séparation de toiles de Van Gogh, Matisse, Cézanne... La valeur estimée des ventes serait de 900 millions d'euros.

La France n'est pas en reste

Dernièrement, des enchères ont fait grand bruit. C'était la vente d'une partie de la cave de l'Élysée. "Château Petrus", "Cheval Blanc", ces grands crus ont permis de récolter 700.000 euros. Une petite somme au regard du déficit public. Mais une chose est sûre : L'État français n'a plus les moyens de conserver, d'entretenir son patrimoine, ses 20.000 monuments, ses 1.300 musées sans parler des sites archéologiques, des châteaux. On est obligé de se serrer la ceinture. Mais des alternatives existent, le mécénat populaire. Ce sont les citoyens français qui mettent la main à la poche pour sauvegarder les trésors du patrimoine. Une initiative qui a permis de renover la " Croix de Lorraine" selon *François-Xavier Bieuvre, directeur général de la Fondation Patrimoine*.

V- Soda: le Sénat français veut quadrupler la TVA

Par Guillaume Guichard / Le Figaro

Selon un rapport adopté par la commission des affaires sociales, les produits alimentaires soumis à une taxe comportementale ne doivent plus bénéficier de la TVA à taux réduit.

La proposition choc cadre mal avec la «pause fiscale» promise par le gouvernement Ayrault. Mais elle répond, selon ses promoteurs, à des objectifs de santé publique. Dans leur rapport sur la «fiscalité comportementale» dont *Le Figaro* a obtenu copie, la sénatrice UMP, Catherine Deroche, et son collègue PS, Yves Daudigny, préconisent de faire passer la TVA sur les boissons sucrées de 5,5% à 20%. Cela entraînerait une hausse de près de 20 centimes du prix d'une bouteille de soda de 1,5 litre.

«C'est l'arme absolue», reconnaît Yves Daudigny, qui fut le père de la «taxe Nutella» sur l'huile de palme, qui a failli être adoptée fin 2012 dans le cadre du budget de la Sécu. Avec sa collègue spécialiste de la santé, il vise cette fois sodas, jus de fruit concentrés et autres limonades. «Il ne paraît pas logique de faire bénéficier d'un "taux réduit" de TVA les produits faisant par ailleurs l'objet d'une contribution de santé publique», argumentent-ils dans leur rapport de 150 pages, adopté à l'unanimité par la commission des affaires sociales du Sénat. Ces boissons sont soumises depuis le 1er janvier 2012 à un prélèvement spécifique de 7,40 euros par hectolitre -soit 11 centimes sur une bouteille de 1,5 litre.

Boissons édulcorées exemptées

Cette taxe - dite «comportementale» car elle vise à changer les habitudes de consommation - a rapporté l'an passé 288 millions d'euros à l'État. Surtout, elle a contribué à faire baisser de 3,5% les ventes de boissons rafraîchissantes sans alcool en 2012, «rompant la dynamique de croissance observée les années précédentes».

En revanche, les deux sénateurs proposent d'exempter de cette taxe comportementale les boissons édulcorées, comme le Coca Zéro. À l'appui de leur projet, ils réfutent les accusations de nocivité **brandies contre l'aspartame**. «Quel est l'intérêt de taxer les produits susceptibles de se substituer à ceux dont l'excès est déconseillé pour la santé?», s'interroge Yves Daudigny.

La taxe sur le vin taboue

Ce n'est pas la seule incohérence du système actuel, selon les sénateurs. Les produits alimentaires ne devraient ainsi profiter du taux réduit de TVA de 5,5% qu'à la condition qu'ils ne soient pas mauvais pour la santé. En effet, «les incohérences de notre système fiscal en matière sanitaire se concentrent au niveau des taux de TVA applicables aux denrées alimentaires», complètement déconnectés de la nocivité potentielle des produits. Les sodas sucrés ne seraient pas les seuls à voir leur TVA passer à 20%.

Plus globalement, la fiscalité comportementale nécessite, selon Catherine Deroche et Yves Daudigny, une remise à plat complète. Au rayon alcools, si les sénateurs déplorent «une fiscalité vieillissante et sans objectif», ils abordent prudemment «l'épineuse question du **vin**». Et se prononcent pour finir «contre une taxation au degré d'**alcool** dont l'effet sanitaire est incertain et dont l'impact économique et social serait en revanche considérable».



« Roman : Opération d'éradication... du bitcoin »

Charles Sannat 7 mars 2014



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Ceci est un roman. Toute ressemblance avec des personnages qui existent vraiment est purement fortuite (enfin pas vraiment mais je ne peux pas dire autre chose) et puis c'est juste une histoire comme ça que j'avais envie d'écrire. Rien de ce que vous allez lire n'est vrai. D'ailleurs je n'y crois même pas moi-même... personne ne peut croire des idées pareilles. C'est une absurdité de penser de cette façon-là et je dénonce fermement tous ceux qui colportent des rumeurs infondées et mesquines sur nos gentils banquiers qui-nous-veulent-du-bien !!

J'aurais pu vous parler de l'épidémie de suicides qui sévit actuellement chez les banquiers avec une surreprésentation statistique des victimes appartenant à la banque JPMorgan. J'aurais pu vous parler du type qui s'en voulait vraiment beaucoup et s'est suicidé d'une dizaine de coups... de cloueuse ! Mais finalement je vais plutôt vous parler de la plus grosse opération actuellement en cours et qui concerne l'éradication du bitcoin.

C'est une offensive mondiale, c'est une offensive générale et le bitcoin n'y survivra pas sous sa forme de monnaie électronique libre.

Le bitcoin est une bonne chose... mais une chose fragile !

Le bitcoin est une excellente idée à la base, bien que nous n'ayons aucune idée sur les créateurs de cette première monnaie 100 % virtuelle. C'est une excellente idée car c'est une monnaie qui n'est rattachée à aucun État, à aucune dette, à aucune économie en particulier.

Vous retrouvez d'ailleurs ces attributs pour l'or. Ce qui fait la valeur d'une pièce d'or en dehors de son intérêt pour les numismates, ce n'est pas le pays qui frappe cette pièce... mais son poids en or. Si l'or est tangible, si l'or peut-être détenu physiquement, il n'en est rien du bitcoin qui se balade quelque

part entre votre disque dur (souvenez-vous de l'histoire de cet anglais qui recherche désespérément son disque dur perdu dans une décharge de... disques dur !) ou encore pire... sur le « cloud »... et évidemment le cloud, c'est pour le moins nuageux !

Résultat, ce qui devait arriver est en train d'arriver et le bitcoin est en train de se faire laminer... tout en sachant qu'il ne faut pas se leurrer... certaines « autorités » ne sont pas mécontentes de cet effondrement, voire même y jouent un rôle évident.

Mais avant, revenons à cette histoire de suicide... voici ce que l'on apprend aujourd'hui et je vous assure que les déclarations des services de police semble-t-il un peu gênés aux entournures valent leur pesant de cacahuètes.

La dirigeante d'un site d'échange de bitcoins retrouvée morte à Singapour

« La dirigeante de la plateforme d'échange de bitcoins First Meta Autumn Radtke, 28 ans, a été retrouvée morte de façon « non naturelle » fin février à Singapour. La presse envisage un suicide.

Série noire pour le bitcoin. Après les fermetures des plateformes d'échange Flexcoin, qui déplore le vol de 600 000 euros, et MtGox, en faillite, c'est au tour de First Meta de se retrouver en difficulté. Pour une raison bien différente, cependant.

Sa jeune dirigeante, Autumn Radtke, a été retrouvée morte le 26 février dans une tour résidentielle de Singapour, où elle résidait. La police a indiqué dans un communiqué avoir trouvé la jeune femme « gisant sur le sol », laissant envisager l'éventualité d'un suicide. « Elle était morte et la police enquête sur cette mort non-naturelle », mais « l'enquête préliminaire montre qu'il n'y a rien de suspect », est-il précisé dans le communiqué ».

Je vous laisse apprécier le communiqué de la police nous indiquant qu'il s'agit d'une mort non-naturelle d'une jeune femme de 28 ans gisant sur le sol avec rien de suspect... (si ce n'est une mort non-naturelle)... Bref. Nous ne saurons jamais ce qui s'est vraiment passé, en revanche, un bon copain de la victime pense que ce n'est évidemment pas lié au bitcoin... Remarquez, il vaut mieux être prudent ces derniers temps. « Interrogé par Reuters, Steve Beauregard, dirigeant d'une autre plateforme, GoCoin, est l'un des derniers à

lui avoir parlé. Selon lui, « ce n'est pas une mort liée au bitcoin » : Elle avait d'autres problèmes dans sa vie. En règle générale, il y a de nombreuses petites raisons... Il semble qu'elle ait choisi une solution permanente à des problèmes ponctuels. »

Sympa le collègue... elle a choisi une solution permanente à des problèmes ponctuels... même moi qui utilise l'humour noir tendance cynique je n'aurais pas osé la sortir celle-là ! Bref...

« On apprend également que « First Meta est une plateforme d'échange de bitcoins. D'abord plateforme de commerce en ligne pour la monnaie utilisée dans le jeu Second Life, elle permettait depuis un an d'échanger la monnaie virtuelle contre des dollars. Une fonctionnalité non disponible actuellement, selon l'agence Reuters... » Ha tiens ! Sa société allait proposer un moyen massif... de conversion du bitcoin. Mais la pauvre était tellement triste qu'elle a préféré se suicider. Remarquez c'est parfaitement plausible, hélas. La détresse humaine est une souffrance bien trop courante. Mais cette conjonction de suicides est particulièrement troublante.

Il y a aussi l'histoire de MtGox, l'une des plus anciennes et importantes Bourses d'échange de bitcoin, qui a cessé ses transactions depuis le 7 février, plongeant ses clients dans l'inquiétude et cette monnaie virtuelle dans la plus grave crise de sa jeune histoire....

Mais tout cela finit fort par ressembler à une attaque coordonnée contre la première monnaie virtuelle dont le succès menaçait de devenir exponentiel, ce qui aurait posé quelques problèmes à nos grands banquiers. Qui détient la création monétaire détient le véritable pouvoir, et il faut être d'une grande naïveté pour croire que nos grands argentiers vont se laisser dépouiller de ce pouvoir-là et ils sont prêts et ont toujours été prêts à tout pour le conserver. Guerres, putsch, coups d'États, assassinats et autres grandes joyusetés.

Une offensive coordonnée et en plusieurs étapes

La stratégie faire monter le bitcoin au plus haut pour qu'il connaisse un effondrement retentissant gravé dans l'inconscient collectif sans que les États n'aient eu à l'interdire, c'est le plus haut degré de sophistication de manipulation pour maintenir la confiance dans les monnaies d'État mais surtout (car en réalité le degré de confiance n'est pas aussi important que ce l'on veut bien penser) le pouvoir de la création monétaire.

Petite digression. Ce qui est important, comme je le disais, ce n'est pas tant la confiance dans la monnaie que vous utilisez que l'obligation que vous avez d'utiliser cette monnaie. En clair, je pense qu'une monnaie peut être une monnaie de singe mais que paradoxalement si vous êtes obligé de vous en servir cela justement lui confèrera une valeur autre que sa valeur intrinsèque. Pour que ce schéma fonctionne, vous ne devez avoir à votre disposition aucun échappatoire, aucune alternative monétaire, pas même des dollars au marché noir lorsque vous étiez un résident de l'ancienne URSS. Vous pouvez compter justement sur les progrès de la technologie et sur la dématérialisation aussi bien des monnaies que des moyens de paiements pour arriver à ce stade. Nous n'en sommes plus très loin. Subsistent encore quelques obstacles comme certaines devises alternatives (le yuan par exemple) et bien entendu l'or dont les peuples doivent être privés... mais sans avoir à l'interdire car cela serait un aveux monétaire. Mieux vaut vous décourager d'en posséder et vous en déposséder progressivement. C'est le rôle des grands médias que de faire passer et véhiculer une image très négative de l'or et des officines de rachat d'or que de vous en défaire à vil prix.

Bref, revenons à notre bitcoin qui se traduit littéralement par la « monnaie-octet ».

Ben Bernanke, il y a quelques mois, a permis l'envolée des cours du bitcoin uniquement par une petite déclaration savamment préparée évidemment et dont le résultat était une évidence. Il avait dit en substance que la « FED n'avait rien contre la monnaie virtuelle, qu'elle regardait cela avec beaucoup d'intérêt et qu'elle pensait que c'était l'avenir » ! Avec de tels propos, tous les crétins se sont imaginés que Ben Bernanke, gouverneur de la FED et représentant des plus grands banquiers internationaux mondiaux (je rappelle que la FED est une entreprise de droit privé appartenant à ses actionnaires... les grandes banques de Wall Street) venait de décerner au bitcoin une « licence to kill » les autres monnaies y compris le dollar.

Résultat donc parfaitement prévisible et logique, les spéculateurs se sont rués sur la monnaie-octet jusqu'à ce que son cours dépasse pour du vent, pour du rien, pour quelque chose de totalement inexistant et ne reposant sur rien si ce n'est sur un algorithme mathématique plus ou moins mystérieux et susceptible comme tout programme informatique de bug ou de problème, celui de l'or physique. Un bitcoin au plus haut valait plus qu'une once d'or

au même moment. Avec mon camarade Philippe Béchade, nous en rigolions franchement. Pour ceux qui le souhaitent, mon camarade Philippe, lors de la journée des membres Aucoffre, nous avait fait une sublime intervention sur justement cette monnaie virtuelle. Évidemment, Philippe et moi étions deux imbéciles qui n'avaient rien compris, nous n'étions pas môdernes, nous n'étions pas « geek » nous étions de vieux tromblons... car cette fois-ci évidemment, avec le bitcoin c'était différent !! Bref, nous nous sommes bien marrés avec cette histoire de monnaie virtuelle autorisée par la FED.

Donc acte 1 Ben le barbu fait exploser à la hausse le bitcoin. Acte 2, tout le monde en veut car cette « fois-ci c'est différent ». À chaque fois que vous entendez cette phrase fuyez. C'est que vous êtes à la fin d'une bulle spéculative. Acte 3 nous y sommes. Les problèmes surgissent de toute part sur cette monnaie virtuelle.

Pas une semaine ne se passe sans que des fraudes soient dévoilées, des dirigeants suicidés, des bitcoin-coins volatilisés, volés, pillés et pas sécurisés. Pas une semaine sans des arrestations, des accusations, des interventions du FBI et des interpellations pour blanchiment...

Pas une semaine sans que le cours du bitcoin-coin ne baisse un peu plus que la semaine précédente.

Ce n'est pas l'explosion d'une bulle mais l'éradication du bitcoin qui est en cours.

Je sais que je vais faire hurler mes lecteurs amateurs de technologie. Ne le prenez pas mal. Je comprends sincèrement que vous soyez séduit par cette nouveauté et c'est intellectuellement totalement passionnant ! C'est une superbe expérience monétaire et je suis pleinement favorable vous l'imaginez à une monnaie libre et ouverte ! Je dirais même que ce serait certainement une sublime solution pour résoudre une grande partie des problèmes de l'humanité.

Hélas, notre monde n'est pas dirigé, et je le déplore chaque jour, par des idéalistes animés par le sens de la justice et de l'amour des autres mais par des cyniques dont le seul objectif est d'entasser un maximum de richesses...

Ceux qui détiennent le pouvoir, le véritable pouvoir, celui de battre monnaie, d'augmenter la quantité de monnaie ou de la réduire ce qui veut dire de créer une crise ou de créer une expansion économique, ces vrais dirigeants-là ne

peuvent en aucun cas tolérer qu'une alternative libre puisse prendre son envol et venir réduire puis détruire leur pouvoir.

Le bitcoin sera donc éradiqué, mais il ne sera pas interdit car l'illusion de la démocratie doit être maintenue. Le bitcoin sera éradiqué par une succession de scandales, de fraudes et la destruction de ce qui restera de plateforme de négoce via la corruption de collaborateurs, de forfaitures, de trahisons, mâtiné de quelques morts « non-naturelles aux origines inconnues », et pour celles et ceux qui résistent encore et toujours y compris à l'accident ménager malencontreux à base de cloueuse, il restera l'attaque informatique.

En réalité, et je pense que vous l'avez compris, l'éradication du bitcoin a déjà commencé, elle a été planifiée, préparée de longue date, répond à un mobile évident qui est de protéger ceux qui ont le pouvoir actuel de battre monnaie à leur convenance.

À l'issue de cette éradication, et c'est ce qui fait l'élégance de ce plan, c'est vous-même qui ne voudrez plus du bitcoin. Vous n'aurez plus « confiance ». « On ne vous y reprendra-plus ». Et puis, et ce sera le dernier acte, une série d'articles et de reportages seront soumis à votre cerveau et véhiculeront l'idée que désormais, grâce au marché Transatlantique et à la fusion du dollar et de l'euro pour créer notre monnaie unique « l'améro », solution à tous nos problèmes et création permettant de relancer enfin la croissance et de sortir de la crise, eh bien l'améro, votre future monnaie, prendra le meilleur des anciennes monnaies à savoir la « sécurité » et le meilleur de l'expérience du bitcoin...

Évidemment, cela est juste un roman, une histoire, vous imaginez bien qu'il est impossible (comme dirait ma femme) que les esprits tordus qui nous dirigent puissent avoir ce genre d'idée et mettre ce type de plan à exécution...

Restez à l'écoute.

À lundi... si vous le voulez bien !!

Les banques grecques ont besoin de 6,4 milliards d'euros

Selon une dépêche Reuters, « la banque centrale grecque a déclaré jeudi qu'un test de résistance pratiqué sur les grandes banques grecques avait montré qu'il leur fallait 6,4 milliards d'euros de fonds propres

supplémentaires pour surmonter d'éventuelles pertes à l'avenir.

Le test a été effectué en décembre par le fonds d'investissement BlackRock pour déterminer si la recapitalisation, l'an passé, de 28 milliards d'euros des quatre grandes banques grecques leur permettrait d'absorber de nouveaux chocs.

L'examen de BlackRock portait aussi sur les banques plus petites Attica Bank et Panellinia Bank ».

Tous ces chiffres sont en réalité parfaitement bidons et il va falloir beaucoup plus d'argent pour sauver à nouveau les banques grecques. En effet, à Chypre, comme en Grèce, les gens n'arrivent tout simplement plus à rembourser leurs crédits dans la mesure où il n'y a plus ni travail ni revenu. Conséquence logique, les impayés des banques explosent et du coup les créances douteuses, en fait carrément moisies pour être plus précis, suivent le même mouvement.

C'est l'ensemble des systèmes économiques grecs et chypriotes qui sont menacés par l'insolvabilité des ménages liée à la crise économique et à une déflation d'ampleur historique rarement égalée.

L'UE met en garde contre un déséquilibre économique dans ses États membres

BRUXELLES, 5 – L'Union européenne (UE) a averti mercredi des déséquilibres économiques dans nombreux de ses États membres, comme la Belgique, l'Allemagne, la France et l'Italie, surtout la Croatie, l'Italie et la Slovénie, dans lesquelles ces déséquilibres sont jugés excessifs.

La Commission européenne a publié mercredi les conclusions qui se dégagent de ses bilans approfondis portant sur les économies de 17 États membres.

En parlant de la performance macro-économique, le vice-président de la Commission européenne chargé des affaires économiques et monétaires et de l'euro, Olli Rehn, a déclaré que « l'analyse que nous présentons aujourd'hui montre que les États membres font des progrès dans la résolution des défis économiques. Mais ces progrès sont inégaux et, dans certains cas, ils doivent être approfondis. »

« Nous espérons recevoir une réponse forte des États membres et nous nous

tenons prêts à les aider, dans le cadre d'un partenariat constructif porteur de réformes propres à renforcer la reprise et à stimuler la création d'emplois, » a-t-il ajouté.

Selon la conclusion, un certain nombre de déséquilibres sont communs à plusieurs États membres. Entre autres défis, on relèvera notamment l'ampleur des passifs extérieurs dans certains pays, la persistance de très larges excédents courants traduisant un manque de dynamisme de la demande intérieure dans un petit nombre d'autres, ainsi que la compétitivité des coûts pour les pays qui ont enregistré les plus gros déficits courants et pour ceux qui subissent de fortes pertes de parts de marché à l'exportation.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Quelle blague pathétique... la Commission européenne est en train de se rendre compte au bout de plus de 7 années de crise aiguë que la zone euro est hétérogène... et qu'il y a « des déséquilibres entre les États membres ».

Nous atteignons soit des sommets de bêtise, soit des sommets de mensonges... soit un peu des deux.

Forte révision (du mensonge) en baisse de la productivité US au 4e trimestre

D'après une dépêche Reuters, « le gouvernement américain a fortement revu en baisse jeudi le chiffre de la productivité non-agricole aux États-Unis pour le quatrième trimestre, ce qui reflète le ralentissement de la croissance économique à la fin de l'an dernier.

Le département du Travail a ramené à 1,8 % – au lieu de 3,2 % annoncés en première estimation – la hausse de la productivité sur la période allant d'octobre à décembre. La productivité, qui mesure la production horaire par salarié, avait augmenté de 3,5 % au troisième trimestre. Les économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne une hausse de 2,5 % de la productivité ».

Après la saison des résultats boursiers, nous entrons dans la saison des « révisions », c'est-à-dire ni plus ni moins que la correction des mensonges statistiques précédents.

Il ne faut donc pas être dupes des « chiffres » que l'on nous sort du chapeau dans un sens comme dans l'autre. Il faut les pondérer dans le temps, regarder attentivement les tendances et surtout... essayer de les confirmer ou de les infirmer en cherchant les incohérences. Et elles sont nombreuses.

Le ministre chinois des finances minimise l'importance de l'objectif de croissance du PIB

BEIJING, 6 mars – Le ministre chinois des Finances Lou Jiwei a appelé jeudi à une meilleure compréhension concernant l'objectif de croissance de la Chine au lieu de se focaliser uniquement sur le chiffre de 7,5 %.

La croissance du PIB, l'inflation et l'emploi sont tous des facteurs clés à prendre en considération pour évaluer les conditions économiques, a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse organisée en marge de la session annuelle de l'Assemblée populaire nationale (APN, parlement chinois).

Le Premier ministre Li Keqiang a annoncé mercredi que le pays maintenait un objectif de croissance du PIB de 7,5 % pour 2014, tout en s'engageant à une inflation d'environ 3,5 % et à la création de 10 millions d'emplois dans les zones urbaines pour s'assurer que le taux de chômage ne dépasse pas 4,6 %.

La Chine a utilisé l'adverbe « environ » dans ses objectifs pour la croissance du PIB, le taux d'inflation et le taux d'emploi, ce qui signifie qu'une croissance de 7,3 % ou de 7,2 % serait comprise dans la fourchette cible, a expliqué M. Lou.

« Que le résultat final soit légèrement supérieur ou inférieur à 7,5 % n'est pas si important », a-t-il ajouté.

D'après lui, les réformes fiscales en cours dans le secteur des services aideront à créer des emplois. Ce secteur a contribué à une part importante des emplois créés l'année dernière.

Cette année, la réforme visant à remplacer la taxe sur le chiffre d'affaires par une taxe sur la valeur ajoutée sera également mise en œuvre dans les domaines des chemins de fer, des services postaux et des télécommunications, selon le rapport d'activité du gouvernement.

Analyse & décryptage

Mauvais signe ! Lorsqu'un dirigeant, qu'il soit chinois ou pas, commence à expliquer que l'objectif X ou Y n'est pas si important que cela, en général il veut gentiment expliquer que les objectifs fixés préalablement ne seront tout simplement pas atteints.

La Chine approuve davantage de projets d'énergie nucléaire

BEIJING, 6 mars – La Chine a approuvé au moins six installations d'énergie nucléaire depuis qu'elle a instauré fin 2012 un examen obligatoire pour les nouveaux projets, a-t-on appris jeudi d'un article du *Shanghai Securities News*.

Bien qu'aucun de ces projets n'ait publiquement annoncé de date de début des travaux, la construction de certains d'entre eux pourrait commencer cette année, alors que le pays s'efforce de réformer ses modes de production et de consommation énergétiques, précise le journal en citant une source anonyme.

Fin 2013, la capacité installée des centrales nucléaires chinoises représentait environ 1,17 % de la capacité installée totale du pays.

La capacité installée des centrales nucléaires a atteint 14,61 millions de kW fin 2013, soit une hausse de 16,2 % en base annuelle, alors que la capacité installée totale du pays s'est élevée à 1,25 milliard de kW, soit une augmentation de 9,3 % en glissement annuel, a indiqué en février l'Administration nationale de l'énergie.

En 2013, la capacité installée de la Chine a augmenté de 94 millions de kW, dont 2,21 millions de kW dans les centrales nucléaires, précise l'administration.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Un pas en arrière pour les risques environnementaux liés au nucléaire, mais vraisemblablement un grand pas pour Areva... qui devrait tout de même bien réussir à vendre quelques prestations ou quelques réacteurs en Chine avec une bonne dose de transfert de technologies...

Cela ferait du bien à la société Areva qui enchaîne échec sur échec avec ses

EPR et ses réacteurs de dernière génération qu'ils n'arrivent même pas à construire. Pour le moment, et malgré des milliards d'euros dépensés, aucun nouveau réacteur ne fonctionne. On peut même se demander si nous avons encore le savoir-faire et la technicité pour construire des centrales... Inquiétant.

France : légère baisse du taux de chômage au 4e trimestre 2013 (Insee)

PARIS, 6 mars – Le taux de chômage en France a connu une légère baisse au quatrième trimestre 2013 pour s'établir à 10,2 % de la population active (y compris les départements d'outre-mer), selon les chiffres publiés jeudi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

En France métropolitaine (sans compter les départements d'outre-mer), le taux de chômage a atteint 9,8 % de la population active, en baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, précise un communiqué de l'Insee.

L'Insee a annoncé avoir engagé une rénovation dans son enquête menée auprès des ménages, rénovation qui a résulté en une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage de tous les taux de chômage, présents et passés.

En France métropolitaine, le nombre de chômeurs, calculé par l'Insee selon les normes du Bureau international du travail (BIT), a atteint 2,8 millions en moyenne dans les trois derniers mois de 2013.

Ce « léger repli » peut être mis en regard avec « la faible progression de l'emploi marchand » intérimaire, a expliqué l'Insee.

Le taux de chômage en France métropolitaine se stabilisait à 9,9 % durant les trois premiers trimestres 2013, selon les chiffres calculés par l'Insee qui a « rénové » ses travaux méthodologiques de l'enquête.

« La stabilisation du chômage sur 2013 s'inscrit dans un contexte d'amélioration progressive de l'activité » économique, a encore expliqué l'Insee.

Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans, qui avait fortement progressé sur 2012, s'est replié à 22,8 % au quatrième trimestre 2013, en baisse de 2,6 points de pourcentage sur un an.

En fait, le nombre de demandeurs d'emploi officiellement inscrits en France

avait progressé fin 2013, selon les chiffres publiés auparavant par le ministère du Travail.

Le taux de chômage ne cesse pas d'augmenter en France depuis la mi-2011. Le président français François Hollande s'était engagé depuis son arrivée au pouvoir à inverser la tendance ascendante du nombre de chômeurs à la fin de 2013.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

D'après l'INSEE, le chômage baisse au sens de la définition du BIT. Au sens de la définition « mocovicienne », le chômage est en très forte baisse. Au sens du chômage selon notre ami Paul emploi, nous sommes de plus en plus nombreux à pointer chez lui...

Mais le gouvernement peut être content. Quand on change de thermomètre en en prenant un qui ne mesure pas les mauvaises nouvelles, la situation va mieux.

Notre gouvernement oublie juste de nous préciser que la forte baisse du chômage des jeunes est liée uniquement à la création de plus de 150 000 emplois aidés sur l'année payée avec de l'argent que nous n'avons pas dans des postes sans futur même pour des emplois d'avenir ! C'est triste mais économiquement cette reprise de l'emploi des jeunes ne vaut pas « tripette ».

Il ne s'agit pas de réelles créations de postes dans l'économie marchande. Il ne faut pas être dupe.

Enfin, le chômage est bien en augmentation même si son rythme, et c'est déjà en soi une bonne nouvelle, a largement ralenti ! Le gouvernement se décrédibilise complètement en tenant ce genre de discours démenti par les faits et par le ressenti quotidien de nos concitoyens.

Ploum ploum, qui s'est qui s'y colle ???

Patrick Reymond 7 mars 2014

Pour les sanctions contre la Russie ? Visiblement, il n'y a pas beaucoup de volontaires côté européen, pour voir l'industrie s'arrêter, les chauffages idem, et attendre que l'électricité soit là.

On peut pas refaire le coup de Peugeot avec l'Iran. 500 000 bagnoles de moins vendues, 7000 adhésions à Paul l'emploi.

Mais, ne sous-estimons pas les américains : ils sont prêt à sacrifier jusqu'au dernier européen.

Après, le seul problème, c'est que la "communauté internationale", dont ils se gargarisent, ça va être réduit aux seuls USA, et quelques états zoulous, dont ils affichaient les noms, et pour qui, c'était la seule participation (moyennant espèces sonnantes et trébuchantes), et qui déploierent des effectifs faramineux, allant de 0 à 45 comme les Tonga.

Washington, égal à lui-même, envoie 6 avions de combat dans les pays baltes, et 2 ravitailleurs.

C'est sûr, ça va impressionner...

Réaction occidentale...

Patrick Reymond 7 mars 2014

«En droit international on ne peut pas faire un référendum pour modifier des frontières. Imaginez un département de France qui demande son indépendance ! Et si cela se généralisait à d'autres Etats... Après, tout dépend de la question qui va être posée. S'il s'agit d'aller vers davantage de décentralisation, d'accord. Mais si, en revanche, c'est une manière de changer les frontières, cela pose problème ».

Après tout, rien ne vaut une bonne guerre, pour changer les frontières. Le délire, encore fabiusien, est de taille. Qu'un département demande son indépendance, ça s'appelle la souveraineté populaire.

Donc :

- le Kosovo n'est pas légal,
- la séparation de la Norvège et de la Suède 1905 est illégale parce qu'ils ont procédé par référendum, et pas en se foutant sur la gueule, comme tout peuple civilisé occidental,
- toutes les vagues de décolonisations sont donc illégales, il aurait fallu finir de civiliser les sauvages en en massacrant la moitié ?
- Dans la partition de l'Irlande, on n'a pas demandé son avis à la population de deux comtés, majoritairement catholiques et républicains, qu'on a refilé à

l'Ulster, sans autre forme de procès. Dois je rappeler le succès de la mesure ???

Mais, le comble du ridicule est atteint à Washington : "*Vous ne pouvez pas vous retrouver dans une situation dans laquelle le gouvernement légitime d'un pays est exclu du processus du décision concernant certaines parties de ce pays.*"

Le gouvernement légitime, c'est Ianoukovitch. Je parie qu'il est d'accord.

Quand à la moralité de l'histoire, c'est qu'elle prouve la trouille des élites et gouvernements occidentaux. La démocratie, c'est bien, mais sans le peuple. Un peuple, c'est trop cher à acheter, il faut faire du social. Corrompre des élites, ça coûte, finalement, pas grand chose.

Rappelons que l'UE, est en voie d'éclatement, que les USA voient voter, états par états, des motions permettant la dévolution. Plus près encore, l'Ecosse va voter pour savoir si elle reste dans le Royaume Uni, et le problème, c'est que c'est de moins en moins gagné. Pas mal pour une union de [plus de 3 siècles](#), 4 en réalité.

De plus, le droit international, les occidentaux s'en servent comme papier chiotte, à jeter après usage.

Le droit international ne prévoit nulle part que des francs-tireurs abattent manifestants et policiers.

[Le génie...](#)

Patrick Reymond 6 mars 2014

Il faut le reconnaître, Patrick Buisson est un génie (sans doute l'influence du prénom ?). Alors que la NSA dépense des dizaines de milliards en écoutes, lui avec un zinzin à 50 euros, il a foutu un bordel monstre.

En réalité, tout le monde se fout de ce qu'aurait pu [enregistrer le dit](#). Que Roselyne Bachelot ne dise que des conneries (mais en articulant), comme il est dit dans les enregistrements, tout le monde était au courant. ça n'a rien [de révolutionnaire](#).

On peut simplement s'étonner que des études poussées n'aient servi qu'à articuler et construire des phrases.

D'ailleurs, tout ce que peut faire et dire le pouvoir, il n'est jugé qu'à ses

résultats : le premier ministre et le président déviennent gravement.

17 % de satisfait (de quoi ?), dont 28 % dans les catégories supérieures de revenus. S'il faut, monsieur le président vous donner la formule, elle est simple ; avec le plein emploi, votre mariage gay serait passé comme une lettre à la poste.

Je reprendrais ce que dit Disco-tonio aux infos du nain : " l'occident ne cesse de monter des opérations de déstabilisation des régimes hors Empire par des méthodes de margoulins, de corruption, de mensonge, de manipulation, de propagande, d'assassinat, de fausses révolutions, etc etc..."

Seulement, pour la situation intérieure, ça ne fonctionne pas. ça ne fonctionne que médiocrement contre les régimes qui ont jugés l'occident à l'aulne de ce qu'il était. Cupide et corrompu. Cela a marché avec Ianoukovitch, lui même largement outil système.

Quand au coup d'Israël, sauvé des eaux par la découverte de gisements monstrueux de gaz et de pétrole, c'est faux. Une pareille manne tombant dans des escarcelles, tout aussi incompetentes, cupides et corrompues, ça fait exploser le système, comme l'augmentation des prix du pétrole entraîna la fin du régime du Shah, et plus tard, de l'URSS.

Quand à l'élan anti-russe, il semble faiblir notablement à Londres (Londongrad), le London anglais, perdu entre londonistan et londongrad, a parfaitement intégré le constat de Braudel : le financier, c'est celui qui vit des conseils, qu'il donne aux autres, et dont ils assument les risques. Le financier, lui, touche sa commission. On ne fait donc pas partir les placements importants qu'on plume petit à petit. Sinon, les godons verraient leur économie s'effondrer, et pire, ils devraient se mettre à travailler. S'il y bien un pays où personne ne bosse, c'est la Grande Bretagne.

Pour l'Ukraine, aussi, c'est réglé : "au moins, comme le révèle le document photographié, la puissance de la Russie nous empêche de commettre la sottise d'intervenir..."

Là aussi, c'est une confrontation brutale de puissance à puissance. Avec tous les attributs de grande puissance et de virilité, à savoir uranium, gaz et pétrole, appuyé par une forte armée, avec en face, leçons de morales, prêts bancaires et francs tireurs.

Quand aux sanctions, elles pourraient amener à des contre-sanctions,

notamment la confiscations des avoirs occidentaux. Ce qui risquerait de donner des idées ailleurs.

En cas de montée de pression vis-à-vis de la Russie, il n'y a, pour l'occident, qu'une solution : la guerre nucléaire totale.

[Des milliers de policiers dans la rue au Portugal](#)

[Les Moutons Enragés](#) et [LeMonde.fr](#) posté par Benji 7 mars

Plus de 15 000 policiers en colère, selon le décompte des organisateurs, ont défilé jeudi 6 mars à Lisbonne contre les coupes dans leurs salaires, avant de manifester devant le Parlement dans un climat tendu, face à leurs collègues en uniforme. Des manifestants sont parvenus à forcer les barrières de sécurité dressées par les forces de l'ordre, occupant brièvement les premières marches d'accès au Parlement.



Selon Rui Costa, porte-parole de la police de Lisbonne, la manifestation s'est soldée par dix blessés parmi les policiers et les manifestants, dont deux ont été hospitalisés, et deux interpellations. Un millier d'agents avaient été déployés pour tenter d'empêcher les débordements qui s'étaient produits lors de la dernière manifestation des policiers en novembre, qui avaient coûté sa place au directeur de la police nationale. Les policiers avaient lancé un ultimatum pour exiger que les protestataires quittent les marches, et les organisateurs avaient lancé un appel au calme.

A l'intérieur du bâtiment, la présidente du Parlement, Assunção Esteves, a accepté de recevoir une délégation de représentants des forces de l'ordre. Peu avant, les protestataires avaient défilé entre le centre de la capitale et l'Assemblée nationale aux cris de « *Gouvernement prends garde, les policiers sont en colère !* »

. D'autres ont exprimé leur ras-le-bol sifflets à la bouche ou en entonnant

l'hymne national.

« ON M'A DÉJÀ RETIRÉ 200 EUROS DE MON SALAIRE »

Cette manifestation, convoquée notamment par les syndicats de la police nationale, de la gendarmerie et des gardiens de prison, a été décidée après [plusieurs réunions jugées infructueuses](#) avec le ministre de l'intérieur, Miguel Macedo.

Article complet+vidéo: lemonde.fr

Politique Friction du Jeudi 6 Mars 2014:

Benoit Hamon, il faut faire comme en 1934 !

Par [The Wolf](#) le 06/03/2014 • Par Bruno Bertez

Nous attirons votre attention sur cette proposition de Benoit Hamon. Il souhaite que dans le cadre du Pacte dit de responsabilité, les entreprises s'engagent à limiter le versement des dividendes afin, dit-il, de baisser le coût du capital.

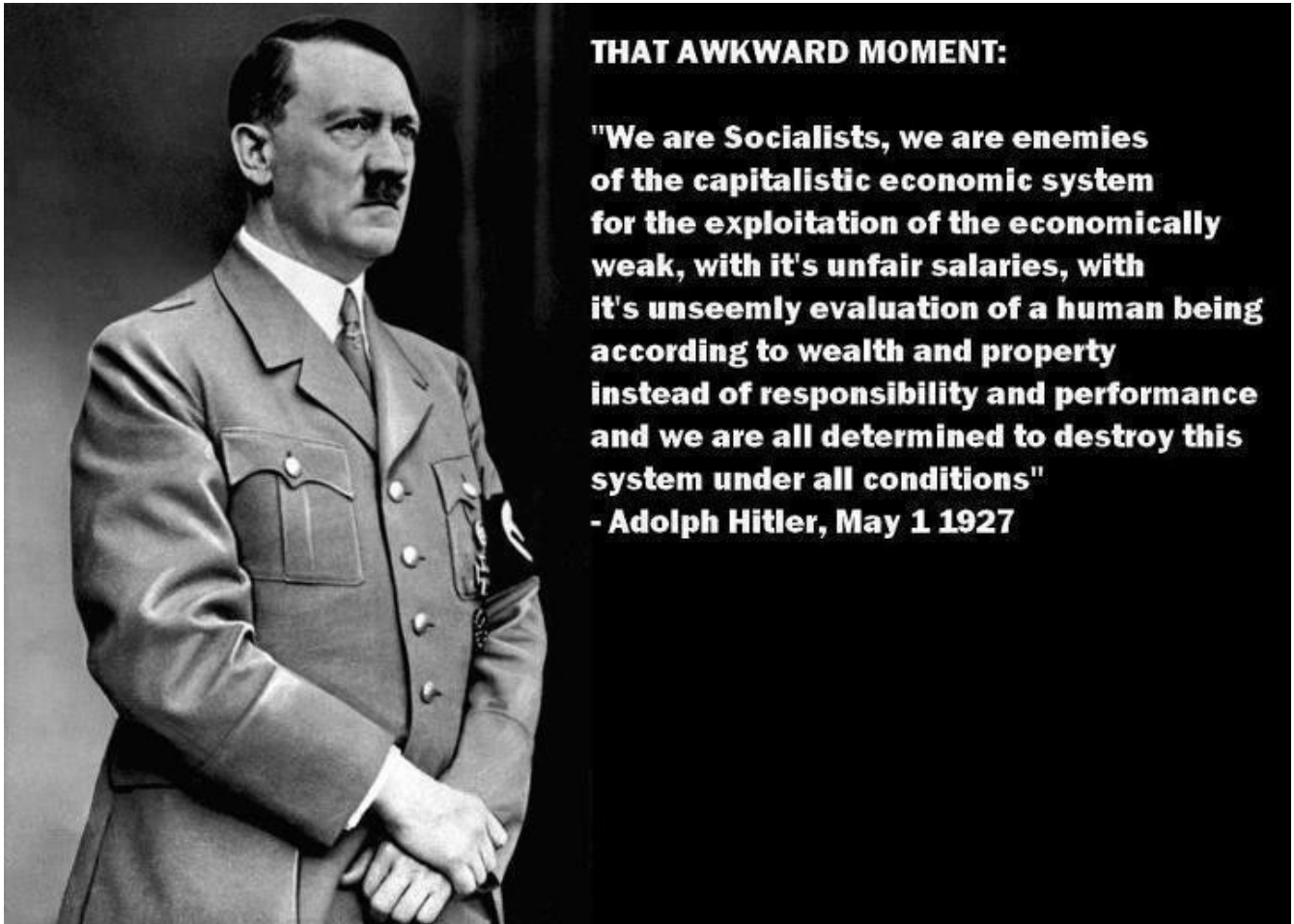
Notre première réaction a été d'éclater de rire devant tant de nullité. Le dividende n'est pas le coût de capital d'une firme, n'importe quel élève d'HEC de seconde année apprend cela et Hollande devrait le savoir. La même idiotie est reprise jour après jour par Mélenchon qui soutient que le chômage est causé par le versement de dividendes trop copieux. Le dividende est la rémunération de l'épargne du pauvre, de ses caisses de retraites, les riches ne se paient pas de dividendes, ils se paient de colossales plus-values ; pour eux le dividende est un mal nécessaire, ils ne demanderaient pas mieux de le supprimer.

Il y a des sociétés qui ne distribuent pas de dividendes et qui ont un coût du capital très très élevé. La plupart des sociétés qui ne distribuent pas de dividende n'ont pas accès au financement en capital.

Nous avons expliqué en son temps ce qu'est réellement le coût du capital d'une firme nous n'y reviendrons pas.

Le plus intéressant dans les propos de Benoit Hamon est ailleurs et c'est à croire que nos socialistes prennent leur text-book de lutte contre le chômage

chez ... Hitler.



En février 1933 Hitler a fait un discours à la radio et il a fixé, pour le peuple, ses priorités :

- -Programme de 4 ans pour sauver les paysans allemands.
- -Programme de 4ans pour venir à bout du chômage lequel touchait 6 millions de personnes.
- -Ecarter tout danger sur le ReichsMark.

Deux jours plus tard il a complété

- -En développant l'idée du Lebensraum.
- -En demandant la conquête de nouveaux marchés d'exportation.

Après la relance par le crédit et la création de monnaie, il a eu recours aux subventions aux entreprises privées et à la cartellisation suppression de la concurrence- tiens tiens dit Montebourg- dans ce cadre, il a demandé aux entreprises privées (et exigé) privées qu'elles limitent à 6% du capital, la distribution de dividendes ! Ceci a été fait au printemps 1934.

C'est de cette période que date les extraordinaires réserves occultes des sociétés allemandes. Elles ont camouflé leurs bénéfices sous les tapis, constitué des colossales réserves occultes. Le retour sur le capital, concept qui est plus proche de la notion de coût du capital si on le complète par le taux de croissance attendu des profits réinvestis, est passé de 2% en 1933 dans l'industrie à , tenez-vous bien, 15% en 1935. Les capitalistes ont bien prospéré grâce à la mesure poudre aux yeux de Hitler !

il n'y a rien de plus dangereux que les politiciens qui caressent les gens les moins avertis dans le sens du poil, dans le sens des fausses évidences. La mise en parallèle des dividendes/salaires/chiffres du chômage n'a aucun sens, sauf celui d'exciter la haine de classe.

Ce qui est vrai, mais que l'on ne veut pas dire, c'est que le problème dans le système est l'excès de capital fictif, non productif, constitué par la masse dettes que le système doit honorer, dettes qui ont servi à financer de la consommation; ce n'est pas l'excès de profit qui est en cause, c'est l'excès de capital improductif.

Il faut à tout prix cacher le fait que cette masse de dettes contractée par les Etats doit non seulement toucher ses intérêts, mais être remboursée et donc cette masse de dettes agit, a les mêmes droits qu'un capital. Simplement ; elle n'a servi à financer aucun investissement, elle ne produit rien et donc il faut payer les intérêts et le remboursement en faisant suer le burnous. Ce que les socialistes font ; pour le profit des kleptos qui détiennent les créances !

La similitude avec les premières années d'Hitler fait froid dans le dos. Dans les années 30 les patrons allemands se sont ralliés, ont fait alliance avec Hitler car son projet permettait de faire se tenir tranquille la gauche alors que le risque de révolution menaçait ; on retrouve le même schéma.

Car il est évident que la crise, sous la mer des liquidités qui la dissimule est aussi grave que celle 1930 et que les élites dominantes savent que l'ordre, leur ordre social est en jeu.

[Rien d'étonnant si vous avez lu nos textes sur le « socialisme antichambre du fascisme »](#) et si vous voulez bien considérer que la situation est aussi grave sur le plan de la crise et du chômage que dans les années 30.

Pacte de Responsabilité : Benoît Hamon propose la baisse du coût du capital en échange

(Boursier.com) — La baisse "du coût du capital", une contrepartie possible au pacte de responsabilité ? "Incontestablement, cette question doit être discutée et posée", a estimé ce week-end Benoît Hamon, le ministre délégué à l'Economie sociale. "Il doit y avoir de la part des entrepreneurs des contreparties, ce n'est pas simplement de l'emploi, c'est aussi probablement une baisse du coût du capital", a-t-il déclaré dans le cadre de l'émission BFM Politique. "On constate que les marges (des entreprises) sont plus basses aujourd'hui qu'elles ne l'étaient auparavant (...) c'est qu'il y a une captation de ces marges par la distribution des dividendes", a-t-il poursuivi.

30 milliards d'ici 2017

François Hollande a promis aux entreprises 30 milliards d'euros de baisse de charges sociales et fiscales d'ici 2017 et attend en retour embauches et investissements pour relancer l'économie et l'emploi en France. Après une rencontre vendredi, les partenaires sociaux devraient se prononcer mercredi prochain sur un document ouvrant la voie à des négociations de branche sur les contreparties en terme d'emploi, d'investissement et de dialogue social au "pacte de responsabilité" proposé par François Hollande aux entreprises, a rapporté Jean-François Pilliard, le porte-parole du Medef, auprès de l'agence de presse Reuters. Ce document, susceptible d'être signé par le Medef, la CGPME, l'UPA, mais aussi la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC, sera "un point de départ", a-t-il ajouté.

Pour l'heure, FO et la CGT restent totalement opposées à son principe...

<http://www.boursier.com/actualites/economie/pacte-de-responsabilite-benoit-hamon-propose-la-baisse-du-cout-du-capital-en-echange-23200.html>

Des monnaies, des femmes et des dieux ...

Posté le 6 mars 2014 par Bcolmant



La monnaie est un phénomène intrigant.

Elle constitue un acte d'adhésion, voire une hallucination collective, puisqu'elle représente la valeur plutôt que de la transporter.

Elle ressemble aux dieux, qui existent tant qu'ils ont des adeptes.

La proximité entre les monnaies et les dieux est d'ailleurs peut-être plus intense qu'on ne l'imagine : les monnaies transportables se sont développées avec la nomadisation des peuples.

En effet, les peuples sédentaires fondaient essentiellement leur commerce sur le troc. La nomadisation a exigé de transporter la valeur (et donc son symbole reconnaissable dans le temps et dans l'espace) pour l'échange.

Mais la nomadisation a aussi entraîné le monothéisme (comparable à l'unicité de la monnaie).

En effet, les peuples sédentaires adoraient plusieurs dieux, correspondant aux repères géographiques ou cosmiques dont la stabilité était établie par leur implantation (une montagne, le soleil, etc.) tandis que la nomadisation a conduit à une expression divine plus abstraite et souvent unique.

Monnaie et divinité ont donc probablement été unies par la nomadisation de l'économie.

Mais ce n'est pas tout : les sociétés nomades sont devenues guerrières, puisqu'il fallait se déplacer vers les territoires d'autres peuples dont se disputaient les ressources.

Cela a conduit à l'abandon des sociétés matriarcales (idée développée par le chercheur Bernard Lietaer).

Monnaie, divinités et abandon du matriarcat sont donc peut-être aussi liés.

Freud voyait, quant à lui, la monnaie comme un facteur de diversion de la violence, puisque les hommes se battent pour accaparer un billet plutôt que de s'opposer physiquement.

C'est peut-être pour cela qu'après les guerres, on en revient à des monnaies tangibles (comme l'or), on rétablit le rôle des femmes et on se désespère que les dieux n'aient pu éviter les conflits.

(reprise) Le chaos qui vient

Posté par [calebirri](#) le 9 décembre 2013

J'ai évoqué récemment [à quoi pouvait servir le QE](#) (Quantitative Easing), en émettant l'hypothèse d'un chaos lorsque celui-ci cessera d'être massivement utilisé.

Il semble aujourd'hui qu'on puisse faire quelques remarques prospectives à propos des conséquences géopolitiques de la fin de cette « politique » de dévaluation déguisée de la monnaie : avec plus de 1300 milliards de dollars de bons du Trésor américains, [les Chinois](#) (comme tant d'autres) sont liés à la valeur de cette monnaie. Cela signifie que si le dollar perdait soudainement de sa valeur, la valeur des bons détenus par la Chine en dollar baisserait d'autant. Sur 1300 milliards, une perte de 10 % signifie 130 milliards de perte. Il n'est qu'à imaginer les répercussions d'un crack boursier sur tous les pays qui possèdent du dollar en grandes quantités pour se faire une idée du chaos qui suivrait.

Mais si la catastrophe financière peut se produire en quelques heures à peine (encore que j'imagine que les bourses seront rapidement fermées au moindre signe de panique qui suivra l'annonce d'un assouplissement trop rapide du QE- et aussi pour éviter le bankrun – tout cela avant de ponctionner directement l'épargne des ménages), il faut comprendre que d'un point de vue géopolitique, les grandes puissances concernées préparent depuis quelques années déjà les réponses stratégiques à apporter lorsque tout s'effondrera. Nous croyons toujours qu'ils ont « un coup de retard », alors qu'en réalité ils ont un coup d'avance.

Et c'est ainsi qu'il faut comprendre les événements qui se jouent aujourd'hui :

-désir de protectionnisme et de nationalisme ([montée de l'extrême-droite, sortie de l'Euro; ou de l'Europe](#))

-montée des tensions religieuses pour faire naître la peur et la méfiance entre les communautés ; et préparer l'opinion publique à de futurs conflits internationaux qui se feront sous [prétexte religieux](#).

- montée des politiques sécuritaires et de [surveillance généralisée](#) des populations au nom de la sécurité d'un monde qu'ils contribuent à rendre dangereux ([comme avec les drones](#))
- entraves à la liberté d'expression par le contrôle des médias ([surtout internet et sa liberté](#)) et la censure pour éviter les futures révoltes populaires.
- aggravation des politiques de rigueur qui énervent les liens sociaux en permettant une tension extrême dans le monde financier, et qui autorisent [les riches à se mettre à l'abri](#) (baisse des prestations sociales, augmentation des bénéfices des grandes entreprises, mise en confrontation et en opposition des différents « régimes » sociaux ou « communautaires »).
- pénalisation des citoyens « alternatifs » et contestataires (Snowden, Manning, Assange, des gars comme [le maire de Marinaleda](#)).
- réformes législatives qui visent à légaliser les futurs « sacrifices » qui seront imposés aux citoyens ([retraites qui passent à 69 ans en Angleterre !](#), [chômage en hausse avec « obligations » de travail...](#))
- recherches de débouchés économiques (comme en Afrique avec le Mali ou tout récemment en [Centrafrique](#))
- [réarmement généralisé](#) et recherches d'alliances ([comme avec l'Ukraine](#))

Car il faudra bien l'admettre, la situation du monde se trouvera bouleversée totalement le jour où les Etats-Unis tomberont.

Les risques de guerre seront alors maximum, d'autant que la puissance des Etats-Unis ne sera alors plus que militaire. Et la rancune de leurs créanciers à la mesure des pertes qu'ils subiront. Et nul doute que la Chine sera la première concernée, elle dont les dépenses militaires ont désormais dépassé celles des Etats-Unis.

En attendant ces sombres heures, nous ne pouvons malheureusement pas faire grand chose. A part tenter de sauvegarder le peu de libertés qu'il nous reste, ou espérer que les choses ne tournent pas trop mal ; et peut-être même [envisager de préparer le « monde d'après »](#), celui qui viendra.

Ne serait-ce que pour offrir aux générations suivantes une alternative aux dictatures qui sont si simples et si pratiques à instaurer au regard des efforts qu'exige la mise en place d'une véritable démocratie.

[**Nombre record de constructions de centrales nucléaires**](#)

La construction de centrales nucléaires a atteint son plus haut niveau depuis 25 ans.



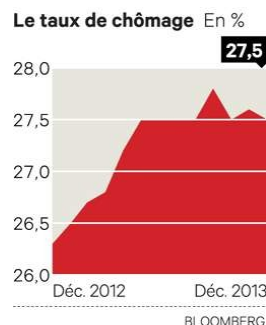
C'est ce qui ressort de deux rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui notent de solides progrès accomplis dans le renforcement de la sûreté atomique dans le monde. Ces deux rapports, consacrés à la question de la sécurité et à celle de la technologie, ont été rédigés en préparation d'une réunion des 35 Etats membres de l'agence cette semaine à Vienne.

La communauté nucléaire mondiale a accompli de solides et constants progrès afin de renforcer la sûreté nucléaire en 2013. Toutefois, la gestion des réacteurs en fonction depuis plus de 30 ans, soit 42% du parc mondial, continue de poser sur le long terme des défis qui exigent des réponses.

Une trentaine de pays envisagent ou ont déjà entamé des programmes nucléaires, dont la Biélorussie, la Turquie, le Bangladesh, la Pologne et le Vietnam. En 2013, 72 réacteurs étaient en cours de construction, soit le plus grand nombre de mises en chantier depuis 1989. Au total 437 centrales sont actuellement en fonction dans le monde et l'industrie nucléaire devrait avoir doublé sa capacité en 2030, principalement en raison du développement asiatique.

GRECE : LE CHÔMAGE A PROGRESSE EN 2013

Par Les Echos | 07/03 |



Le taux de chômage en Grèce a progressé en décembre 2013 sur un an, atteignant 27,5 % contre 26,3 % en décembre 2012 selon l'Autorité des statistiques. Il touche surtout les jeunes de moins de 24 ans : 55,5 % en décembre contre 57,1 % pour la même période en 2012.

Le chômage des femmes est toujours très élevé (31,6 %).

Inde: la roupie et la Bourse bondissent portées par la baisse du déficit courant

06/03 | Les Echos

La monnaie indienne, la roupie, a atteint jeudi ses plus hauts niveaux cette année et les valeurs boursières ont atteint un sommet historique, portées par une amélioration des finances nationales et l'espoir qu'un gouvernement favorable aux affaires sera élu.

La roupie a gagné deux tiers de sa valeur s'établissant à 61,11 roupies pour un dollar, sa meilleure performance depuis le 10 décembre, alors que l'indice de référence de la Bourse, le Bombay Stock Exchange index, a bondi de 1,11% s'établissant à 21.513,87 points, un record historique.

Ces gains ont été réalisés après que les statistiques ont montré que le déficit courant a glissé à 0,9% du Produit Intérieur Brut (PIB) ou à 4,2 milliards de dollars au cours des trois mois finissant en décembre contre 6,5% du PIB précédemment ou 31,9 milliards de dollars au cours de la même période de l'année dernière.

"C'est un exploit que l'on doit aux efforts conjugués de la banque centrale indienne et du gouvernement pour juguler le déficit", a estimé un économiste de HSBC, M. Leif Eskesen.

Un analyste de Goldman Sachs Tushar Poddar a jugé ces chiffres "encourageants" et a prévu que l'amélioration sera "durable en raison à la faible demande locale et de l'amélioration de la demande à l'exportation".

(REPRISE)

Energie nette: vers la fin des sociétés industrielles

Benoit Thévard 8 janvier 2014

C'est un fait, pour construire des aéroports, des autoroutes, des immeubles qui vont chatouiller le ciel et des mégapoles de 30 millions d'habitants, nous devons disposer physiquement d'une **énergie nette suffisante**.

L'énergie nette est la quantité d'énergie qui reste à la société après soustraction de l'énergie utilisée pour la production de cette même énergie. Or, il existe **un seuil** au dessous duquel une société ne peut pas descendre sans risquer de voir s'effondrer son activité économique et ses fonctions sociales. Si l'énergie ne sert qu'à produire de l'énergie, **il ne reste plus rien** pour permettre à la société de fonctionner.



Le vendredi 13 décembre 2013, j'ai présenté un **séminaire** à l'[Institut Momentum](#) à Paris. Pendant 1h30, j'ai détaillé le résultat de mes dernières recherches sur le thème de l'ERoEI et de l'Energie Nette. J'ai déjà abordé ce sujet dans plusieurs articles sur ce blog:

[L'énergie nette va-t-elle bientôt disparaître ?](#)

[Extraire du pétrole pour ... extraire du pétrole pour ...](#)

A l'issu de ce séminaire, j'ai rédigé un article pour l'Institut Momentum qui vient d'être publié. Voici **un extrait** (lien de téléchargement en bas de l'article):

" Quelle part de la population est capable de comprendre l'évolution de la production et des réserves pétrolières ? Qui est en mesure d'expliquer le fonctionnement d'une centrale nucléaire ? Qui sait analyser les externalités liées à l'extraction des sables bitumineux du Canada ? Le secteur énergétique est de ceux qui font l'objet des plus nombreuses **désinformations**, déformations et manipulations de données.

Celles-ci alimentent une **recrudescence de théories** du complot (moteur à eau), de bulles spéculatives (gaz de schiste) et d'inventeurs, souvent extravagants, qui promettent une énergie libre, illimitée et écologique pour l'humanité entière (moteur à aimants permanents). Il est en effet très facile de faire croire à une abondance rassurante en masquant les aspects les plus gênants de la réalité.



Cette situation n'est pas toujours liée à de la mauvaise foi. Elle est souvent imputable **l'hyperspécialisation des experts** qui, pour être capables de développer et comprendre les techniques les plus pointues, s'affranchissent des variables gênantes de la grande équation du Monde, au point d'en méconnaître toute la complexité.

Certains chercheurs ont pris de la hauteur pour accéder à une **vision globale**, une vision systémique qui tient compte de la complexité des interdépendances entre l'Homme et son environnement. Une telle approche permet d'intégrer l'énergie comme faisant partie de **chaque élément**, de chaque transformation de l'écosystème et non comme un secteur industriel que l'on peut gérer indépendamment du reste.

Howard Thomas Odum est de ceux-là. Cet écologue américain, connu pour ses travaux sur l'analyse systémique des systèmes écologiques, publie en 1973 un papier dont la pertinence reste remarquable **quarante années plus tard**, malgré les progrès technologiques et l'accélération de l'innovation que nous avons connus depuis.

Son analyse démontre que, bien qu'indissociables dans la réalité, les trois éléments du triptyque énergie-écologie-économie sont aujourd'hui pris en compte séparément et par des spécialistes, provoquant des choix politiques

non-durables, des oppositions militantes fortes et des dégradations irréversibles. H. T. Odum montre également qu'il ne suffit pas de quantifier l'énergie en termes de ressources brutes, mais qu'il faut analyser la quantité d'énergie dont la société pourra réellement disposer en fin de compte : **l'énergie nette**. (...)

Pour lire l'article en intégralité:

[La diminution de l'énergie nette, frontière ultime de l'anthropocène](#)